LUCHA EN RD CONGO :
trajectoire d'une résistance citoyenne et recomposition de l'action collective

par

Ruben NDJODJI BAMBE
Apprenant et Chercheur indépendant en Sciences Politiques

Hery KANYINDA MASIMBO
Assistant et Apprenant en Anthropologie

Teddy ILAKA MABOLU
Chef de Travaux et Doctorant en Sciences Politiques,

(Tous) *Université de Kinshasa*

Résumé

Cette étude analyse la trajectoire sociopolitique des mutations du mouvement citoyen Lutte pour le changement « Lucha » d'une Ville (Goma en l'occurrence) à une influence nationale et transnationale. Des revendications de 2012 relatives à la prise en compte des besoins sociaux de base comme l'eau potable par les pouvoirs publics aux manifestations de rue pour le changement de la direction politique du pays à partir de 2016, Lucha a été perçue comme un acteur majeur dans le militantisme pro-démocratie, en commençant par le principe du respect de la loi (la constitution dans ce cas d'espèce) ainsi que des autres libertés individuelles.

L'originalité de cette recherche réside dans son impact sur la vie sociopolitique en R.D. Congo au travers de l'analyse des rapports dynamiques et complexes entre l'engagement citoyen, l'organisation des actions collectives conflictuelles face à un pouvoir répressif et violent dans le but de promouvoir le changement social qualitatif et une alternance à la tête du pays. Inscrite dans une démarche qualitative, la réflexion entreprise dans ces lignes pour déchiffrer la trajectoire et la recomposition de cette action collective combine l'observation des actions entreprises par ce mouvement, l'analyse documentaire et des entretiens semi-directifs avec les militants de la Lucha.

Mots clés : *Mouvement citoyen, Lucha, Action collective, Participation, Citoyenneté, RD Congo*

Abstract :

Abstract: This study analyzes the sociopolitical trajectory of the transformations of the citizen movement "Lucha" from a single City (Goma in this case) to national and transnational influence. From the 2012 demands for public authorities to address basic social needs such as drinking water to the street protests for a change in the country's political leadership beginning in 2016, Lucha has been perceived as a major player in pro-democracy activism, beginning with the principle of respect for the law (the constitution in this case) as well as other individual freedoms.

The originality of this research lies in its impact on sociopolitical life in the DR Congo through the analysis of the dynamic and complex relationships between civic engagement, the organization of conflicting collective actions, and a repressive and violent power with the aim of promoting qualitative social change and a change in leadership. Part of a qualitative approach, the reflection undertaken in these lines to decipher the trajectory and the recomposition of this collective action combines the observation of the actions undertaken by this citizen movement, documentary analysis and semi-directive interviews with Lucha activists.

Keywords : *Citizen movement, Lucha, Collective action, Participation, Citizenship, DR.Congo*

INTRODUCTION

Partout sur la planète, ces dernières années, des foyers de contestation ont émergé, invitant, ainsi, à parler de l'internationalisation de la lutte (Vendepite, 2021). Quelle que soit l'étincelle qui déclenche la révolte, les mots d'ordre sont partout les mêmes. Les peuples contestent l'autorité et la légitimité de leurs gouvernants, et réclament la construction de nouveaux ordres nationaux et international. Un mouvement global semble se dessiner et exploiter les mêmes fractures qui divisent le monde. Ces révoltes et ces soulèvements populaires ont montré qu'il existe un renouvellement des mouvements sociaux dont on doit tenir compte dans l'analyse des sciences politiques et de sociologie de l'action.

En effet, les mobilisations de « Nuit debout », « sans-papiers », « logement », « emploi » ont favorisé en Afrique, l'émergence d'un néo-acteur ayant recentré les débats politiques autour du questionnement social et de l'autonomisation d'un champ de militance ; bref, des singularités nationales témoignant d'une volonté de défendre un idéal démocratique. Les revendications, à la fois matérielles et symboliques, mêlent demandes d'amélioration des conditions de vie et reconnaissance. La dimension de vulnérabilité en tant qu'expérience subjective, morale et symbolique est davantage prise en compte dans ces mouvements de protestation que dans les mouvements sociaux traditionnels (Dunezat, 2011).

Différentes études ayant analysé les nouvelles mobilisations citoyennes et les mouvements sociaux au cours des dernières années montrent que, sur le continent africain, les mouvements citoyens ont été considérés comme l'un des acteurs majeurs sur la scène politique et sur les « fronts sociaux » (Ahadi Senge Milembe, 2024). Après le déclin du mouvement social dans sa forme traditionnelle en République démocratique du Congo, les réflexions se précipitent à redécouvrir et à réévaluer les avatars les plus actuels, proclamant, souvent, la renaissance de l'activisme citoyen, la résurrection du politique sociale et le renouveau de la démocratie dans les considérations militantes d'une nouvelle génération issue de la société civile.

En RDC, le mouvement citoyen *Lucha* (*Lutte pour le Changement*) a vu son éclosion dans un contexte marqué par la faiblesse des institutions, la persistance de la gouvernance autoritaire et l'exclusion sociale d'une large frange de la population et s'est imposé comme une force contestataire originale, portée par une jeunesse urbaine en quête de justice sociale (Luntumbue, 2015), de démocratie et de transparence. Né à Goma en 2012 (Kä-Mana, 2021), Lucha se distingue par sa structuration horizontale, son refus des affiliations partisanes et ses modes d'action non violents, qui en font un objet d'analyse pertinent dans le champ de la sociologie politique.

La présente réflexion interroge les fondements idéologiques, les dynamiques internes et les répertoires d'action du mouvement *Lucha* à travers une lecture socio-politique de ses trajectoires. Il examine, également, comment ce mouvement redéfinit les formes de participation politique dans un État en crise chronique de légitimité, tout en affrontant la répression, les tentatives de récupération et les accusations de subversion.

Elle examine donc les articulations entre motivations sociales et politiques des activistes au sein du mouvement citoyen *Lucha*. Cela dit, ce mouvement est étudié dans une perspective historique et dynamique en prenant en compte les différentes étapes de son émergence et les considérations locales de sa naissance à Goma, à la reconnaissance nationale, à travers ses manifestations dans les années de crises sociales, jusqu'aux mobilisations politiques contre le régime du Président Joseph Kabila accusé de vouloir se représenter pour un troisième mandat interdit par la Constitution.

Inscrite dans une démarche qualitative, la réflexion entreprise dans ces lignes pour déchiffrer la trajectoire et la recomposition de cette action collective combine l'observation des actions et la mobilisation entreprises par ce mouvement, l'analyse documentaire et des dix entretiens semi-directifs réalisés à Kinshasa avec les militants de la *Lucha*. Le mérite de cette triangulation procédurale réside dans son potentiel à mettre en lumière les ambitions et les stratégies mises en œuvre par ce mouvement et leur lien avec les besoins locaux.

Nous avons choisi d'explorer cette analyse de la trajectoire de la Lucha, en nous concentrant sur trois points principaux. Le premier retrace le contexte d'émergence des mouvements citoyens sur le continent africain, en mettant en lumière les dynamiques sociopolitiques ayant favorisé leur apparition. Le second s'attache à analyser le mouvement *Lucha* à travers le prisme d'un vecteur de transformation sociopolitique en RD Congo. Enfin, le troisième volet propose un inventaire critique des réussites et des limites rencontrées par les mouvements citoyens en RD Congo, en évaluant leur impact réel sur la configuration politique et la mobilisation sociale.

I. CONTEXTE D'ECLOSION DES MOUVEMENTS CITOYENS AFRICAINS

De manière générale, l'examen des contextes nationaux des pays arabes, du Sénégal, du Burkina Faso, de la RD Congo, etc., relève d'une continuité d'anciens mouvements sociaux africains allant des mouvances de libération du joug colonial aux mouvements étudiants en passant par les syndicats, qu'on peut repartir en deux cycles.

Le premier est celui de la décennie des indépendances, allant des années 1960 aux années 1970. Il s'agit des mouvements alimentés, essentiellement, par la métaphore idéologique anticolonialiste et panafricaniste qui va occuper les revendications sociales de nombreux cercles étudiants et des milieux intellectuels sur le continent ainsi que dans la diaspora africaine établie en métropole. La recette de consolidation de cette trame idéologique est, alors, le socialisme-marxiste comme modèle alternatif (P. Blanchini, 2014) au capitalisme, parce que favorable à la décolonisation.

Ces premières trajectoires des mouvements sociaux et de contestation en Afrique se confondent avec les premiers courants nationalistes et les divers mouvements étudiants. A l'époque, l'affirmation d'un nationalisme africain et l'amorce d'un activisme étudiant se profilaient, en effet, au tournant des

années 1950 (M. Luntumbue, 2017 : 89), période marquée par l'essor du tiers-monde et de remise en cause des rapports coloniaux. Ces mouvements s'étaient ligués en luttes sociales et politiques pour l'émancipation des peuples africains. Bon nombre de leaders politiques postcoloniaux sont issus de ce vivier.

Le second cycle, quant à lui, a couvert la période des années 1980 aux années 1990, a fait connaître à l'Afrique subsaharienne son printemps démocratique, avec, notamment, les revendications populaires ayant porté sur la remise en question du monopartisme et des régimes autoritaires, ainsi que les programmes d'ajustement structurel dicté par les institutions financières internationales. Ici, la métaphore anticolonialiste cède la place à la revendication démocratique renforcée par la crise de l'idéologie marxiste. Ainsi, la société civile est exaltée comme moteur des changements, renforcé par « le contexte de fin de la Guerre froide qui a, notamment, favorisé l'émergence de nombreuses associatives, ONG, etc., dans beaucoup de pays africains » (M. Luntumbue, Ibid. :13).

Le cycle actuel de mobilisations sociales dans le continent puise dans cette antériorité d'actions collectives africaines et, est caractérisée par les mobilisations autour des revendications portant sur la redevabilité des pouvoirs et le mieux vivre. Les manifestations et les émeutes urbaines de 2008 et de 2010 marquent l'amorce de l'émergence de nouveaux acteurs sociaux qui se confirment, en marge ou aux côtés des structures traditionnelles d'encadrement (les partis politiques, les confessions religieuses, les organisations de la société civile traditionnelle). Elles sont animées, essentiellement, par les « étudiants, artistes, diplômés qui se mobilisent au sein de structures distinctes, dans leur propre logique organisationnelle » (Ibid. :13).

Contrairement à la perception négative à l'égard des jeunes, appréhendés souvent sous le prisme de la déviance, de la marginalité et de l'exclusion (Y. B. Djouda, 2010), le mouvement citoyen est une expérience où les jeunes se sont affirmés et s'érigent, depuis plus d'une décennie, en « *sentinelle de la démocratie africaine* » (B. Roger, 2015). Leurs mobilisations sociales s'inspirent, en grande partie, de la démarche des figures tutélaires de la lutte anticolonialiste des premières contestations africaines. « Nous portons en nous le souffle des luttes d'hier ; les pères de l'indépendance nous ont montré que résister est un devoir sacré […] », se définit un militant lors d'un entretien. Ces contestations auront légué à la mémoire collective les sacrifices de leur lutte pour la reconquête des libertés publiques et la recherche du bien-être des citoyens. « *Nos engagements actuels prolongent les combats de ceux qui ont osé rêver d'une nation libre et digne. Nous sommes les héritiers de leur courage.* », nous déclare un enquêté.

Ce cycle des mouvements sociaux est donc la résultante des mutations sociales des sociétés africaines et porte le flambeau de l'action anti-hégémonique portée par les mouvements sociaux rangés dans le premier cycle. A cet effet, dans un entretien nous accordé, nous sommes marqués par ce propos : « Militer aujourd'hui, c'est honorer les sacrifices qui nous a été accordé ; nous sommes la voix des combats non encore achevés. »

On peut noter que le contexte de l'éclosion du mouvement citoyen actuel en Afrique s'inscrit dans le sillage de la descente aux enfers des valeurs démocratiques et l'aspiration à une meilleure gouvernance et à la distribution équilibrée des ressources nationales. Il se ligue contre l'exercice autoritaire du pouvoir et se veut un vecteur de changement social comme nous l'analyserons au point suivant.

Leur point de départ reste le « *printemps arabe* » qui exprime les tensions sociales débutées au tournant de l'année 2010. Le printemps arabe est l'expression des manifestations portées principalement, par les jeunes exigeant une transparence et une responsabilité politique accrues ainsi que les meilleures opportunités économiques ayant eu raison des régimes autocratiques en Tunisie, en Egypte et en Libye (CESA, 2011). Il s'est avéré comme le canal des demandes sociales multiples des peuples africains face à l'obstruction des voies d'expression ordinaires lorsque celles-ci viennent à manquer.

Ainsi, comme le note Pierre Jacquemot, « dans le contexte de la mal-gouvernance, les protestations civiles constituent une réaction pour exorciser la crainte générée par les incertitudes identitaires » (2022 : 150). Si la quasi absence des réformes sociales et politiques est la principale cause d'exaspération dans la plupart de pays, la modicité des salaires, l'indigence des services publics, le chômage, la misère sont, souvent, le premier motif des grèves, des manifestations, des actes de désobéissance civile et des colères populaires.

C'est dans l'orage de cette « transafricanité » (Dime & Kapagama, 2018), que la Lucha a été créé et lancé le 1er mai 2012, à Goma, par quelques jeunes qui suivaient une formation citoyenne à l'Institut

interculturel dans la Région des Grands Lacs (Pole Institue), dans le cadre d'un programme nommé *Bustani ya Mabadiliko* (en langue swahili), « *le Jardin du changement* » (Kä Mana, Op.cit. : 150). *In globo*, nos entretiens renseignent que cette formation se proposait de former les organisateurs des communautés de base pour une action de transformation sociale à la suite d'un ras-le-bol de jeunes choqués, indignés et révoltés par la situation de chaos généralisé du pays.

Le constat de l'absence de l'Etat face à la pénurie de l'accès aux biens primaires de base, les réponses biaisés des organisations non gouvernementales qui, selon un des responsables de ce mouvement, refusent d'explorer les causes profondes de certaines situations et se contentent de se concentrer éternellement sur les interminables conséquences en concédant de dépenses financières énormes et de la population fatiguée de porter seul le fardeau de la vie sont les éléments du contexte de l'émergence de ce mouvement social.

Quant au mouvement citoyen frère, *Filimbi*, le contexte de son éclosion reste la frustration causée par le processus électoral de 2011 avec l'initiative de création d'un réseau d'alerte prévenant et dénonçant les irrégularités constatées dans la conduite du scrutin présidentiel, même si l'action n'a pu se généraliser, et l'incertitude de l'éventualité d'un troisième mandat pour le Président Joseph Kabila ainsi que des conséquences d'un tel scénario. Ainsi, il a été mis en place le mouvement *Filimbi* comme un cadre d'éveil sur l'engagement des jeunes face à des questions essentielles pour la démocratie et le changement sociopolitique en R.D du Congo.

Ces mouvements citoyens s'inscrivent, également, dans la mythologie révolutionnaire africaine. Ils se posent volontiers en héritiers de figures respectées et admirées du continent, comme Thomas Sankara ou Patrice E. Lumumba. Le réseau transfrontalier africain gagné par le succès des mouvements "Y'en a marre" au Sénégal contre un nouveau mandat d'Abdoulaye Wade et "Balai citoyen" au Burkina Faso contre la modification de la constitution pour maintenir Blaise Compaore au pouvoir explique, aussi, les origines de ce mouvement.

II. LUCHA COMME VECTEUR D'UN CHANGEMENT SOCIOPOLITIQUE EN RD CONGO

La création à Goma de Lucha a été motivée par les révolutions des pays du Maghreb qui ont eu lieu entre 2010 et 2012 avec une aspiration de changement contre les régimes dictatoriaux. Ces manifestations ont démontré à la jeunesse africaine et surtout subsaharienne, que le peuple était capable de se prendre en charge et d'être exigeant vis-à-vis des gouvernants (Polet, 2022). En RD Congo, Lucha aurait enchainé les luttes sur les aspects sociaux en exigeant la sécurité, l'eau et l'emploi pour les jeunes indignés, diplômés mais qui peinent à se trouver du travail qui correspond à leur niveau et des opportunités afin de servir le pays pour faire prévaloir leur savoir académique.

Le but principal de la Lucha est de lutter pour la justice sociale, en exigeant la réduction des écarts entre la population et les gouvernants ainsi que la satisfaction des besoins sociaux de base. Ses missions sont liées au changement social dans un pays potentiellement riche, mais ne profitant pas à la population. Il s'avère que les richesses du sol et du sous-sol de la RD Congo ne profitent qu'à une minorité constituée de ceux qui dirigent et leurs proches. Ces dirigeants ont confisqué le pouvoir économique du pays et veulent s'accrocher au pouvoir pour maintenir leur statut sans respect de la constitution (Lombeya Bosongo, 2017). Dans ce sens, le constat de l'existence des catégories des Congolais qui prennent en otage les richesses du pays s'apparente à la vision marxiste qui admet une division de la société en deux classes antagonistes : celle des oppresseurs et des opprimés ou Hommes libres et esclaves (Université populaire de l'engagement citoyen, 2018).

La Lucha, qualifiée de génération Android à cause de l'aisance qu'elle a dans la maîtrise des outils de communication modernes, ce mouvement est bien acclimaté au monde globalisé qui est le nôtre, aujourd'hui, avec l'évolution des nouvelles technologies de l'information et de communication. Très actif et utilisant les réseaux sociaux numériques pour se communiquer entre eux et avec le monde ; il est, de ce fait, devenu plus audible, plus organisé, et nous permet par la même occasion d'être, si pas complice de leur action et revendication, mais au moins spectateur de leur combat.

La première manifestation du mouvement citoyen Lucha lancée le 1er mai 2012, journée internationale du travail, fut justifié par le fait que le travail est un droit et que chaque individu a le droit de travailler, mais qu'en RD Congo, en général, dans la Ville de Goma, en particulier, ce principe n'est pas pris en compte, au regard de statistiques astronomiques sur le taux de chômage. Les jeunes ne

voyaient pas un avenir satisfaisant dans un pays potentiellement riche mais à une injustice sociale et une exclusion totale.

Ce mouvement citoyen est une poignée de jeunes fascinés par les « révolutions » arabes et a pris des formes consensuelles de participation associative telles que des manifestations, des émeutes, des sit-in ou des pétitions. Après avoir enchaîné plusieurs luttes sur des enjeux sociaux locaux (emploi, eau, voirie et sécurité) avec la campagne « Goma veut de l'eau », ce mouvement acquiert une stature nationale, dans les mobilisations pro-démocratiques pour le respect des principes démocratiques et contre la prolongation du deuxième mandat du Président Joseph Kabila, qualifiée de « glissement » du calendrier électoral.

L'expérience initiale de la Lucha à Goma illustre avec acuité la capacité d'un mouvement citoyen à transformer non seulement l'environnement immédiat des activistes par des revendications locales ciblées, mais également à influer sur les dynamiques nationales, en opérant un basculement stratégique du local vers le national. Ce changement d'échelle a permis d'amplifier la portée de leur action, en ancrant des luttes communautaires dans un horizon plus vaste de refondation sociopolitique.

Au-delà de la pluralité des revendications enracinées dans la réalité quotidienne de la Ville de Goma, le mouvement s'est structuré autour d'un axe transversal majeur : la quête de l'alternance politique. Cette revendication centrale est justifiée par un constat lucide de la crise systémique qui mine la RD Congo — marquée par une gouvernance prédatrice, où la corruption, le népotisme, le clientélisme et l'autoritarisme constituent les fondements d'un ordre politique délégitimé. Pour les militants de la Lucha, l'alternance n'est pas une option mais une nécessité historique, dans la mesure où aucun renouveau ne peut émerger d'un système pérennisant les logiques d'exclusion et de domination. Dès lors, le changement de paradigme devient impératif : on ne bâtit pas un avenir neuf avec les recettes usées d'un passé déliquescent.

Le modèle d'engagement porté par la Lucha a suscité, dès ses premières manifestations publiques, un effet d'entraînement au sein de la jeunesse congolaise, conduisant à l'émergence de plusieurs initiatives similaires, à commencer par le mouvement Filimbi en 2015, suivi par des entités telles que le Collectif 2016, Engagement Citoyen pour le Changement, ainsi que diverses plateformes de jeunes issus, notamment, de la Ville de Kinshasa. Ces organisations, s'inscrivant dans la dynamique des « mouvements citoyens », ont vu dans cette appellation médiatiquement valorisée une opportunité stratégique de reconnaissance et de légitimation sur la scène publique.

Dans un environnement marqué par la marginalisation politique de la jeunesse et son faible niveau de représentation tant dans les partis politiques traditionnels que dans la société civile institutionnalisée, ces nouvelles formes d'action collective ont constitué un espace alternatif d'expression et de revendication. Elles traduisent, ainsi, une volonté de rupture avec les canaux classiques de participation politique, perçus comme épuisés ou dévoyés (Ilaka, 2023) et reflètent le besoin d'une génération d'acteurs de se positionner comme force critique et réformatrice face à un ordre établi largement décrié.

En mars 2015, plusieurs associations de jeunesse congolaises, dont la Lucha et la Jeunesse pour une Nouvelle Société, réunies dans le Forum National de la Jeunesse pour l'Excellence (FNJE), ont lancé, à Kinshasa, le collectif citoyen *Filimbi,* lors d'un atelier suivi d'un concert à la paroisse Don Bosco de Masina. L'événement, soutenu par des fonds américains et en présence de figures de mouvements africains tels que « Y'en a Marre » (Sénégal) et « Le Balai Citoyen » (Burkina Faso), a été, brutalement, interrompu par les services de sécurité. Plusieurs participants, dont des journalistes, ont été arrêtés ; les invités ouest-africains expulsés, et les militants Fred Bauma et Yves Makwambala emprisonnés à Makala durant près de 18 mois.

Ces arrestations et séquestrations de ses leaders prouvent à quel point la violence politique a, désormais, quitté l'univers symbolique sans pouvoir être régulée et a généré la nouvelle communauté nationaliste alliant bourreaux et victimes, tenants du pouvoir et citadins paupérisés cimentés sur l'autel de la patrie en danger à travers les manifestations, loin de leur opposition première. Ce processus de réinvention de la nation à partir de mauvaise gouvernance dans une sorte de manifestations et à partir de la culture de la rue surtout de sit-in reconstruit l'identité des jeunes du mouvement citoyen Lucha.

Entre 2015 et 2017, le mouvement est considéré par les observateurs comme la pointe avancée de la jeunesse qui se mobilise contre le Président Kabila. Dans le même temps, la reconnaissance internationale grandissante et l'accès privilégié aux ambassades lui confèrent, ainsi qu'à *Filimbi*, une

influence figurante dans le jeu politique national. La logique d'extraversion qui caractérise le champ politique congolais joue ici à plein : « si les Occidentaux sont avec eux, c'est que ces ''petits'' ont beaucoup de pouvoir ».

La Lucha a incarné une nouvelle forme de radicalité démocratique dans le champ politique congolais. Radicalité dans les moyens d'action, les activistes descendent, régulièrement, dans la rue pour des sit-in non-violents pour dénoncer le non-respect de la Constitution en dépit de la répression policière systématique.

Radicalité dans les revendications à la différence des partis politiques d'opposition, de la société civile et de l'Eglise catholique, la Lucha demeure inflexible dans son opposition à toute forme de prolongation du mandat présidentiel. Radicalité, enfin, dans le mode d'organisation, le collectif observe tant bien que mal un fonctionnement horizontal, à l'opposé des partis politiques et des structures de la société civile (ONG et associations), qui appartiennent généralement à leurs fondateurs.

Malgré leur visibilité et leur reconnaissance internationale, les mouvements citoyens, comme la Lucha, ont peiné à mobiliser massivement la jeunesse congolaise, notamment, lors des appels à manifester contre le Président Kabila, en 2016 et 2017. Ce sont les prêtres catholiques qui ont mené les actions décisives de 2018. Face à cette difficulté, la Lucha s'est recentrée sur des luttes locales et concrètes (voirie, sécurité, etc.) en adoptant une stratégie de décentralisation. Si les réseaux sociaux ont contribué à forger son identité civique et sa visibilité, cette extraversion a aussi nourri l'image d'un mouvement déconnecté du terrain et provoqué des rivalités internes liées aux avantages symboliques et matériels offerts par l'exposition internationale, affaiblissant, ainsi, sa cohésion et son ancrage populaire (Polet, 2020).

III. SUCCES ET INSUCCES DES MOUVEMENTS CITOYENS EN RDC

Les mouvements sociaux produisent de nouveaux droits et devoirs, entraînent de nouvelles réformes et ouvrent de nouveaux acquis (Favreau, 2012 : 8). Les mouvements citoyens en RDC ont joué un rôle clé dans la promotion de la citoyenneté et le respect de la Constitution, contribuant, ainsi, à la première alternance démocratique pacifique en 2018. Par leurs actions dans l'espace public et leur pression médiatique, ils ont contraint le Président sortant Joseph Kabila à renoncer à briguer un nouveau mandat et à désigner un successeur, finalement battu par Félix Tshisekedi. Il sied de relever, par-delà ce soupçon, que le Président Joseph Kabila n'a jamais brigué un troisième mandat présidentiel.

Les mouvements citoyens en RDC ont élargi leur champ d'action en menant des initiatives d'éco-citoyenneté (curage des caniveaux, assainissement des marchés, rénovation des latrines, etc.), compensant les défaillances des institutions publiques. Ces actions ont renforcé le suivi citoyen des politiques publiques et influencé les décisions locales.

Cependant, avec le recul, force est de constater que l'ancrage sociologique de ces mouvements s'est, progressivement, affaibli, et leur souffle initial semble s'étioler. Leur grande faiblesse réside dans l'absence d'une véritable stratégie d'enracinement populaire et d'un projet philosophique structurant. Les actions entreprises ont, souvent, été réactives, focalisées sur des objectifs à court terme, comme l'alternance politique, sans une vision de long terme sur les transformations sociales et éthiques nécessaires à l'édification d'un véritable État de droit.

Alors que la RDC est rongée par la corruption systémique, la prédation des ressources publiques, et la déliquescence morale de l'élite et de la base sociale, ces mouvements ont, rarement, placé la reconstruction de l'éthique citoyenne, l'éducation politique ou la lutte contre les antivaleurs comme des priorités de leur agenda. Leur combat s'est cristallisé autour du rejet d'un homme — Joseph Kabila — sans engager un travail de fond sur le système qui l'a produit et sur les mentalités qui le tolèrent. Ce faisant, ils ont, souvent, mis la charrue avant les bœufs, en réclamant l'effectivité d'une démocratie sans poser les fondements sociaux et moraux nécessaires à son enracinement.

Aujourd'hui, plusieurs signes témoignent de leur essoufflement : démobilisation, manque de visibilité, récupération par des partis politiques traditionnels, départ de figures clés, éclatement des noyaux d'action. Les mouvements citoyens, en cherchant à rester « apolitiques », ont, parfois, perdu leur boussole, tandis que certains de leurs membres ont été cooptés dans les sphères de pouvoir ou se sont tout simplement retirés de la scène.

Ce constat appelle une relecture critique : revendiquer la démocratie sans transformation préalable des mentalités ni définition claire d'un projet sociétal, c'est construire sur du sable. Pour survivre et

redevenir crédibles, ces mouvements doivent repenser leur rôle, se reconnecter aux vraies priorités du pays, notamment, l'éducation civique, la lutte contre la corruption, l'éthique publique, et s'implanter, durablement, dans les territoires et les communautés.

En conclusion, les mouvements citoyens n'avaient aucune stratégie d'ensemble pour l'éducation du peuple congolais pour qu'il change sa vision du monde, sa conception des relations sociales et sa perception des réalités politiques. Ils ont, cru entièrement, au principe « le poisson pourrit par la tête », alors qu'il n'était pas question d'un poisson mais d'une société humaine dont la pourriture commence par la base. C'est ce constant qui fait dire à Kä Mana que « Si on part de ce changement de perspective, on offre avant tout au peuple une grande mythologie du changement, de grands récits sur la destinée qu'on veut construire, de nouveaux rituels pour forger une foi en ce qu'on veut vraiment et une solide conviction communautaire pour unir vraiment la nation autour d'un nouveau projet de société ». L'historien israélien Yuval Noah Harari ajoute, lui aussi, dans son approche des sociétés humaines, « ce n'est pas avec des agitations et des slogans qu'on change en profondeur un peuple, mais avec des solides fictions à proposer à l'imaginaire des individus et des communautés ».

Ni la Lucha, ni Filimbi, ni les autres mouvements, y compris les mouvements combattants diasporiques, n'ont su formuler un mythe mobilisateur ou une vision transformatrice capable d'entraîner une masse critique de Congolais. En évitant de s'attaquer au véritable problème, l'homme congolais lui-même et la nécessité de son éducation civique et éthique – ces mouvements ont ciblé le Président Joseph Kabila sans changer les fondements du système, aboutissant à une continuité déguisée du pouvoir qu'ils dénonçaient.

CONCLUSION

Cette étude a analysé la dynamique du mouvement citoyen Lucha, né à Goma, face à l'injustice sociale et politique. Elle montre comment, en s'appuyant sur les opportunités d'action collective, la Lucha a évolué de revendications locales (droits sociaux, services de base) vers une contestation politique nationale (refus du troisième mandat), alors que le Président sortant, Joseph Kabila, n'a jamais brigué un troisième mandat présidentiel. Le mouvement illustre une réaction des jeunes exclus à un pouvoir perçu comme opaque et autocratique, révélant à la fois le rejet de l'ordre établi et la difficulté du régime à canaliser les contestations sans recourir à la répression.

Mais, les mouvements citoyens congolais, en général, bien qu'ayant incarné un espoir de renouveau démocratique, ont pâti d'un déficit de vision stratégique, d'ancrage populaire et de cohérence idéologique. Leur incapacité à articuler la revendication politique immédiate à une réforme en profondeur des mentalités et des structures sociales a compromis leur impact durable. Pour ne pas sombrer dans l'oubli ou la récupération, une refondation s'impose : recentrer l'action sur l'éducation citoyenne, la revalorisation de l'éthique publique, et l'enracinement local, conditions indispensables à l'émergence d'une démocratie véritablement enracinée dans la société congolaise.

REFERENCES

- AHADI SENGE MILEMBE, P., *La rue. Un sixième pouvoir à repenser pour sortir des sentiers battus*, Paris, Éditions Vérone, 2024.
- BIANCHINI, P., « Les trois âges du mouvement étudiant dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone », in Mouvements étudiants en Afrique. Des indépendances à nos jours, Pré-actes du colloque international de Paris, Université de Panthéon-Sorbonne et Centre Malher, 3-5 juillet 2014.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « L'Afrique et le printemps arabe : Une nouvelle ère d'espoirs démocratiques », *Rapport spécial du CESA*, n°1, Novembre 2011.
- DIME, M. & KAPAGAMA, P., « Une transafricaine de l'indocilité ? Sémiologie et praxis des mouvements de mobilisation citoyenne en Afrique », in *Afriques enchantées, Afriques en chantiers*, 5èmes Rencontres des Etudes Africaines en France, Aix Marseille Université, 9-12 juillet 2018.
- DJOUDA FEUDJIO, Y.B., *Comprendre autrement la ville africaine*, N-AERUS, 2010.
- DUNEZAT, X., « Mouvements de ''sans'', rapports sociaux et « exclusion sociale ». L'introuvable groupe mobilisé », dans Chabanet, D., Dufour, P. et Royall, F. (dir.), Les mobilisations sociales à l'heure du précariat, Rennes, Presses de l'École des hautes études en santé publique (EHESP), coll. « Lien social et politiques », 2011, pp.203-225.

- FAVREAU, L., « Coopératives et mouvements sociaux : la face cachée de leur réussite », in *Vie économique*, Vol. 3, n° 4, 2012, p. 1-11.
- ILAKA MABOLU, T., Emergence des mouvements citoyens en RDC. Des utopies créatrices aux révoltes populaires pour la transformation sociopolitique, Mémoire de DEA en Sciences politiques, UNIKIN, 2023.
- JACQUEMOT, P., *Afrique. La démocratie à l'épreuve*, Paris,Editions de l'Aube, 2022.
- KÄ MANA, « Les jeunes et les mouvements citoyens en RD Congo. Réorienter le sens de la lutte pour le changement », Congo-Afrique, n°551, 2021, pp.54-67.
- LOMBEYA BOSONGO, L., « Les agents et facteurs internes de la malédiction des ressources naturelles », dans *les Cahiers Economiques et Sociaux de l'IRES*, Numéro Spécial (60 années), Ed. PUK, 2017.
- LUNTUMBUE, M. (dir), *Urbanité et gouvernance : mutations des villes et nouvelles formes de mobilisations politiques en Afrique équatoriale et centrale,* Bruxelles, GRIP, 2015.
- LUNTUMBUE, M. « RD Congo : généalogie et trajectoire des contestations collectives », in Kupper, C. et al., *Une jeunesse africaine en quête de* changement, Bruxelles, GRIP, 2017.
- POLET F., « RDC : La Lucha sous l'ère Tshisekedi - Une marginalisation relative, prix de l'intransigeance », in *Centre Tricontinental* (CETRI), Louvain-la-Neuve, Belgique, 2022.
- ROGER, B., « Y' ''en a marre'', ''Balai citoyen'', ''Filimbi'' : l'essor des sentinelles de la démocratie », *Jeune Afrique,* 19 mars 2015.
- Université populaire de l'engagement citoyen, Les actes de l'UPEC 2018. (Http://yenamarre.sn/actes-de-lupec/)
- VENDEPITE, F., *100 fiches de géopolitique pour les nuls*, Paris, Editions Fisrt, 2021.